



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 Chalon-sur-Saône Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ORANO Mining**

2 route de Lavaugrasse  
87250 Bessines-sur-Gartempe

Références : CP/MV/2024/C\_076  
Code AIOT : 0005401046

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement ORANO Mining implanté à Gueugnon - 71130. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du site de Gueugnon s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle visait notamment à vérifier l'état du site suite aux apports de matériaux radiologiquement marqués issus du chantier d'assainissement d'Autun.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANO Mining
- Site de Gueugnon 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005401046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Orano Mining gère à Gueugnon un stockage de produits radiologiques marqués issus de l'activité et de la démolition de l'ancienne usine de traitement de minerais de Gueugnon démantelée entre 1980 et 1981.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Aménagement du site - Contrôle exploitant	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 5.1et 5.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Espèces invasives	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 5.3	Demande d'action corrective	2 mois
5	Surveillance de la stabilité des berges	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Surveillance de la qualité de l'air	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 6.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement après travaux	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 4 ter	Sans objet
3	Aménagement après travaux	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 5.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la remise en état de la zone d'apport des matériaux était conforme aux exigences fixées à l'exploitant. Notamment la cartographie des débits de dose indique des valeurs du même ordre de grandeur que pour le reste du stockage.

L'inspection a été menée pendant une période de crue importante de la rivière Arroux longeant le site. La montée des eaux a détérioré une partie de la clôture ceinturant le site en partie basse du stockage. Cette crue a succédé à celle de début mars. L'exploitant devra confirmer sa réparation. Il devra également vérifier l'état des berges de l'Arroux et du talus ceinturant le stockage afin d'évaluer les éventuels dommages causés par les crues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Récolement après travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 4 ter
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modification d'installation - Travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous travaux sur le site, relevant d'une modification de l'installation, font l'objet d'un rapport de fin travaux présentant notamment un mémoire descriptif des travaux réalisés, les mesures prises pour garantir le respect des dispositions du présent arrêté, le plan topographique de l'installation après travaux et la cartographie du rayonnement gamma réalisée conformément à l'article 6.2. Ce rapport est adressé au préfet dans les 3 mois suivant la fin du chantier.
<b>Constats :</b> Les rapports de fin de travaux des deux phases de regroupement des résidus miniers provenant du chantier d'assainissement d'Autun sur le site de stockage de Gueugnon ont été transmis à la préfecture (rapports BES-DT-003234-AMF-SET du 21/10/2022 et BES-DT-003352-AMF-SET du 11/03/2024) Ils comportent les documents prévus, notamment la cartographie du rayonnement gamma à 1 mètre et au contact (plans compteur) et un relevé topographique de la zone des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Aménagement du site - Contrôle exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.1 - Le stockage est clôturé de manière continue sur tout son périmètre par un grillage ou dispositif équivalent d'une hauteur minimale de 2 m. Le site est fermé par un dispositif en empêchant l'accès à toute personne non autorisée.
<b>Constats :</b> L'inspection du site a permis de constater que la clôture ceinturant le stockage avait été couchée dans la partie sud par les récentes crues importantes de la rivière Arroux (Voir photos en annexe).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit remettre en état la clôture ceinturant le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Aménagement après travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modification d'installation - Travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation de stockage dans le paysage. L'ensemble du site est maintenu propre et régulièrement entretenu.</p> <p>Une couche de matériaux de couverture doit être maintenue en surface et sur les flancs du stockage de sorte à garantir une exposition moyenne aux rayonnements ionisants aussi faible que raisonnablement possible et permettant le respect de la limite de dose ajoutée définie à l'article 8 du présent arrêté. En tout état de cause, cette épaisseur ne saurait être inférieure à 0,60 mètre.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour assurer une couverture végétale suffisamment vivace et pérenne sur la surface et les flancs de stockage revêtus de terre végétale. [...]</p> <p>Les terrains sont aménagés en pente douce avec un profil n'excédant pas 40°.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les matériaux issus du chantier d'assainissement d'Autun étaient recouverts par des matériaux radiologiquement sains. Les plans compteurs réalisés sur les zones d'apport indiquent des débits de dose du même ordre de grandeur que sur le reste du site.</p> <p>Les zones d'apport présentent des pentes douces et ont été ensemencées. (Voir photos en annexe)</p> <p>Le réaménagement de la zone de travaux n'appellent pas de remarque particulière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Espèces invasives

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Modification d'installation - Travaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour assurer une couverture végétale suffisamment vivace et pérenne sur la surface et les flancs de stockage revêtus de terre végétale. A cet égard, la flore utilisée est autochtone, non envahissante et son enracinement est compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de couverture.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence de Renouée du japon, espèce invasive, a été constatée à différents endroits du site mais pas au niveau des récentes zones d'apport.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra prendre les mesures nécessaires à la destruction des pieds de Renouée du japon dans les règles de l'art en évitant leur dissémination et leur reprise.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Surveillance de la stabilité des berges**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> En vue d'évaluer l'importance d'une érosion éventuelle des berges située le long du stockage et des zones affectées par les crues, l'exploitant procède à un contrôle visuel des berges et des zones affectées par les crues autour du périmètre de l'installation, au moins une fois par an (de préférence après une crue), et après chaque crue s'il y en a plusieurs dans l'année.  Ces contrôles sont complétés par un relevé topographique mis à jour tous les 5 ans à compter de 2018.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est déroulée pendant une crue importante de la rivière Arroux. L'eau, qui était redescendue d'un mètre depuis la veille, recouvrait toujours la partie sud du stockage. Les berges de la rivière n'étaient pas visibles. En vue d'évaluer l'importance d'une érosion éventuelle des berges située le long du stockage et des zones affectées par les crues, il est attendu de l'exploitant qu'il procède, dès que les conditions le permettront, à un contrôle visuel et une mise à jour du relevé topographique des berges de l'Arroux et de l'ouvrage ceinturant le stockage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le rapport de vérification de l'état des berges et du talus ceinturant le stockage sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Surveillance de la qualité de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de stations fixes de mesure de l'énergie alpha potentielle due aux descendants à vie courte du radon 222 et 220 dont l'implantation est définie sur la base d'une étude des vents. A défaut, les stations de mesures sont implantées sur la périphérie du site et au niveau des plus proches zones habitées autour de l'installation.  Lors de l'exécution de tous travaux liés à un apport de résidus ou rendus nécessaire par l'évaluation des résultats du programme de surveillance, ces stations sont équipées d'appareils de mesures de l'activité volumique des émetteurs alpha à vie longue contenus dans les poussières.
<b>Constats :</b> Certaines stations de mesures de l'énergie alpha potentielle due aux descendants à vie courte du radon 222 et 220 présentaient des anomalies de fonctionnement (code erreur, voir photographies en annexe).

L'exploitant analysera ces dysfonctionnements et s'assurera qu'ils n'impactent pas la validité des résultats.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant justifiera sous 1 mois que les dysfonctionnements des stations de mesures constatés n'ont pas eu d'impact sur la validité des résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure la surveillance des eaux souterraines au moyen d'un réseau d'ouvrages de contrôle disposés en amont et en aval hydraulique du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe alluviale sous-jacente. Cette surveillance doit notamment permettre d'apprécier : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le cas échéant, la compatibilité entre la qualité des eaux souterraines au(x) point(s) de captage et leurs usages.</li> </ul> <p>Puits situés à l'aval du site (a minima E et F de l'étude hydrogéologique d'ANTEA) <u>Surveillance des usages : Annuelle</u></p>
<p><b>Constats :</b> La dernière campagne de surveillance des usages des eaux souterraines à l'aval du stockage date de 2019. Cette vérification doit être annuelle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réaliser une campagne de surveillance des usages des eaux souterraines à l'aval du stockage. Le résultat de cette vérification figurera dans le prochain bilan annuel de surveillance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## ANNEXE – PHOTOGRAPHIES



Clôtures couchées par les crues



Zone d'apport des matériaux – Bord de l'Arroux



Zone d'apport des matériaux



Une station de mesure présentant un code « erreur »